



[www.aeica.eu](http://www.aeica.eu) le 29/07/25

READ IN ENGLISH

LIRE EN FRANCAIS

## **Lettre ouverte pour la création urgente d'un Ordre National des Indépendants des Conseils en Agriculture dans chaque État membre de l'Union Européenne**

À celles et ceux qui croient en l'agriculture, en la science et en l'intérêt général,

Nous ne pouvons plus détourner le regard.

La question est simple, brutale, et trop longtemps évitée :

Qui conseille réellement les agriculteurs aujourd'hui ? Et dans quel intérêt ?

En Europe, plus de 90 % du conseil agricole est aujourd'hui délivré par des structures dont le modèle économique repose sur la vente de produits : coopératives, négociants, distributeurs, groupes agro-industriels et dans certains pays les producteurs de pesticides eux-mêmes.

Autrement dit : ceux qui vendent conseillent. Et ceux qui conseillent vendent.

Cette confusion des rôles n'est pas un simple défaut.

C'est une faille structurelle, aux conséquences profondes et durables.

Elle entretient une dépendance économique des agriculteurs, banalise l'usage systématique de pesticides souvent sans justification agronomique solide et encourage la diffusion de « solutions packagées » standardisées, regroupant semences, produits phytosanitaires, engrais ou biostimulants.

Ces packs en tout genre, très souvent conçus par les fabricants d'intrants eux-mêmes, sont d'abord pensés pour optimiser les volumes de vente, bien plus que pour répondre aux besoins réels du terrain.

Ils sont parfois présentés comme des « offres techniques » alors qu'ils relèvent avant tout d'une stratégie commerciale visant à rendre les offres segmentées par distributeur pour optimiser leur masse de marges ....

Pire encore, il est désormais courant de voir des technico-commerciaux proposer et vendre des pesticides jusqu'à 10 à 12 mois à l'avance, en pleine morte-saison, alors même que les cultures ne sont ni implantées, ni même définies. Et cela, pour des raisons de « logistique commerciale », et non pour des raisons techniques.

Autrement dit : on « prescrit » avant même de connaître les conditions agronomiques, les aléas climatiques, les besoins réels ou les risques spécifiques du terrain.

Ce ne sont plus des recommandations techniques.

Ce sont des plans de vente anticipés, intégrés dans des objectifs commerciaux, totalement détachés de toute logique agronomique raisonnée.

Ces pratiques vident le conseil de son sens.

Elles privent les agriculteurs d'un accompagnement impartial, déconnectent l'acte de conseil de l'observation du vivant, et transforment l'accompagnement agricole en simple exécution d'un catalogue de produits.

**Et le plus inquiétant, c'est que certains distributeurs bénéficiant de subventions publiques importantes pour former leurs technico-commerciaux à la transition agroécologique continuent à envoyer une partie de leurs fournisseurs directement sur les exploitations pour vendre, à la place même de leurs conseillers formés. Un double discours, financé par l'argent public, qui ne fait que renforcer la confusion entre conseil et commerce.**

**Nous tirons la sonnette d'alarme.**

**Le conseil agricole ne peut plus rester l'angle mort des politiques agricoles européennes. Il ne peut plus être l'outil discret mais efficace d'un système qui confond accompagnement et chiffre d'affaires. Il ne peut plus ignorer les exigences de rigueur scientifique, d'adaptation locale et de responsabilité environnementale.**

**Il est urgent d'agir.**

**Nous appelons à la création immédiate d'un Ordre National des Conseillers Indépendants en Agriculture dans chaque État membre de l'Union européenne, en plus de la Directive *SUD*.**

**Un ordre professionnel au service exclusif de l'intérêt général.  
Un cadre clair, opposable, éthique et transparent.  
Un outil de reconnaissance, de régulation et de protection d'un métier stratégique, encore trop souvent invisible, mais au cœur des décisions agricoles.**

**Cet Ordre serait :**

- **Totalement indépendant des intérêts commerciaux, syndicaux ou politiques,**
- **Fondé sur une charte déontologique exigeante,**
- **Garant de la reconnaissance du titre de conseiller indépendant,**
- **Assorti d'une exigence de formation continue, d'une évaluation des pratiques, et d'un pouvoir de sanction en cas de dérive.**

**Il permettrait d'encadrer la profession, de redonner du sens au mot « conseil », et de garantir aux agriculteurs un accompagnement neutre, rigoureux, contextualisé, libéré des logiques de prescription préétablie.**

**Ce que nous défendons, ce n'est pas un privilège.  
C'est une exigence de clarté, de compétence et de responsabilité.**

**Parce qu'on ne construira pas la transition agroécologique avec des bons de commande rédigés en hiver pour des cultures encore inexistantes.  
Parce qu'il ne peut y avoir de confiance sans indépendance.  
Parce qu'il ne peut y avoir de souveraineté sans liberté de choix.**

**Le temps presse. L'enjeu est vital.**

**Nous appelons les pouvoirs publics, les parlementaires européens, les agriculteurs, les chercheurs, nos soutiens, les organisations engagées et les citoyens à se mobiliser pour construire cet outil de transparence et de progrès : un Ordre National des Conseillers Indépendants en Agriculture.**

## **Open letter for the urgent creation of a National Order of Independent Agricultural Consultants in each European Union member state**

To those who believe in agriculture, science, and the public interest,

We can no longer look the other way.

The question is simple, stark, and has been avoided for too long:

Who is really advising farmers today? And in whose interest?

In Europe, more than 90% of agricultural advice is currently provided by organizations whose business model is based on the sale of products: cooperatives, traders, distributors, agro-industrial groups, and in some countries, pesticide producers themselves.

In other words: those who sell advise. And those who advise sell.

This confusion of roles is not a simple flaw.

It is a structural flaw, with profound and lasting consequences. It maintains farmers' economic dependence, trivializes the systematic use of pesticides, often without solid agronomic justification, and encourages the spread of standardized "packaged solutions" that combine seeds, plant protection products, fertilizers, or biostimulants.

These various packages, very often designed by the input manufacturers themselves, are primarily designed to optimize sales volumes, much more than to meet real field needs.

They are sometimes presented as "technical offers," when they are primarily part of a commercial strategy aimed at segmenting offers by distributor to maximize their margins.

Worse still, it is now common to see technical sales representatives offering and selling pesticides up to 10 to 12 months in advance, in the middle of the off-season, even before the crops have been planted or even defined. This is for "commercial logistics" reasons, not technical ones. In other words, we "prescribe" before even knowing the agronomic conditions, climatic hazards, real needs, or specific risks of the land.

These are no longer technical recommendations.

They are anticipated sales plans, integrated into commercial objectives, completely detached from any sound agronomic logic.

These practices strip advice of its meaning.

They deprive farmers of impartial support, disconnect the act of advising from the observation of life, and transform agricultural support into a simple execution of a product catalog.

And most worryingly, some distributors, who benefit from significant public subsidies to train their technical sales staff in the agroecological transition, continue to send some of their suppliers directly to farms to sell, replacing their trained advisors.

This double standard, financed by public money, only reinforces the confusion between advice and sales.

We are sounding the alarm.

Agricultural advisory services can no longer remain a blind spot in European agricultural policies.

They can no longer be a discreet but effective tool in a system that confuses support with revenue.

They can no longer ignore the demands of scientific rigor, local adaptation, and environmental responsibility.

Urgent action is needed.

We call for the immediate creation of a National Order of Independent Agricultural Advisors in each European Union member state, in addition to the SUD Directive.

A professional order exclusively serving the public interest.

A clear, enforceable, ethical, and transparent framework.

A tool for recognizing, regulating, and protecting a strategic profession, still too often invisible, yet central to agricultural decision-making. This Order would be:

- Completely independent of commercial, union, or political interests,
- Based on a strict code of ethics,
- Guaranteeing recognition of the title of independent advisor,
- Accompanied by a requirement for continuing education, an evaluation of practices, and the power to impose sanctions in the event of deviation.

It would provide a framework for the profession, restore meaning to the word "advice," and guarantee farmers neutral, rigorous, contextualized support, free from the logic of pre-established prescriptions.

What we are defending is not a privilege.

It is a demand for clarity, competence, and responsibility.

Because we will not build the agroecological transition with order forms written in winter for crops that do not yet exist.

Because there can be no trust without independence.

Because there can be no sovereignty without freedom of choice.

Time is running out. The stakes are high. We call on public authorities, European parliamentarians, farmers, researchers, committed organizations and citizens to mobilize to build this tool for transparency and progress: a National Order of Independent Agricultural Advisors.